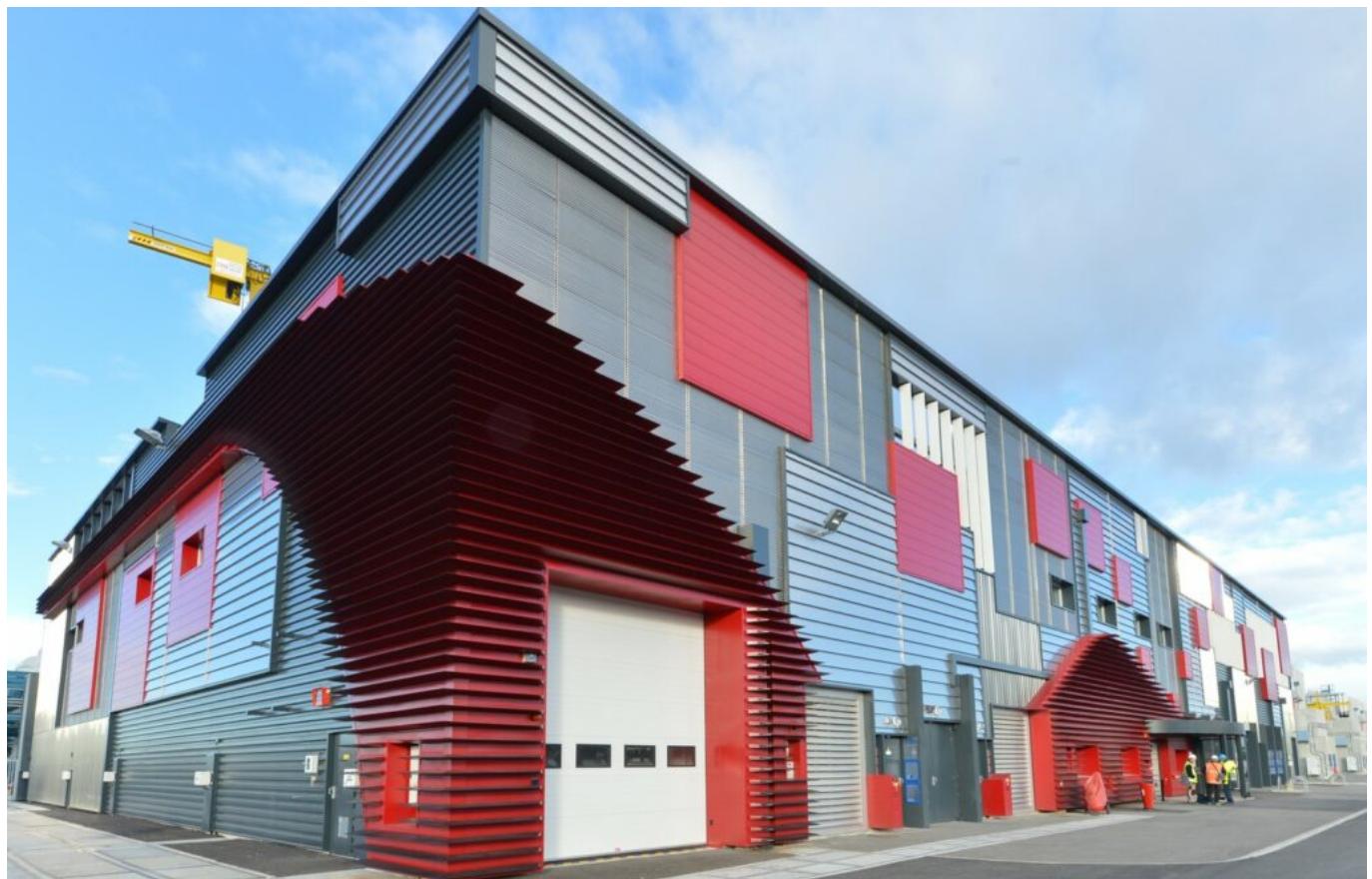


Ecrit par le 31 janvier 2026

Tricastin : le grand public appelé à se prononcer sur l'extension de l'usine GBII d'Orano



La Commission nationale du débat public vient de lancer la concertation préalable au projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium GBII à Tricastin. A ce titre, le grand public est invité à se prononcer jusqu'au 9 avril prochain sur l'augmentation de la capacité de production du site industriel du groupe Orano afin de réduire la dépendance des centrales nucléaires occidentales aux combustibles provenant de Russie.

Ils sont trois : Isabelle Barthe, Etienne Ballan et Denis Cuvillier. C'est le trio que [la CNDP](#) (Commission nationale du débat public) a désigné pour mener à bien [la concertation préalable sur le projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium Gorges Besse 2 \(GBII\)](#) situé à Bollène dans la partie vauclusienne du site nucléaire de Tricastin.

Ecrit par le 31 janvier 2026

C'est Orano qui, au titre de l'article L.121-12 du code de l'environnement, a sollicité la CNDP afin de mener cette démarche. Si un débat public avait déjà eu lieu en 2004, en amont de l'enquête publique de 2006, sur le projet de l'usine Georges Besse 2 mis en service à partir de 2011, cette concertation s'était faite sur la base d'une capacité de production annuelle de 7,5 millions d'UTS (Unité de travail de séparation), contre 11 millions d'UTS initialement prévues.

Aujourd'hui, Orano souhaite donc à nouveau atteindre ce volume maximal de production. Cependant, compte tenu des caractéristiques du projet et de l'ancienneté du débat public initial la CNDP a donc confirmé, en octobre dernier, qu'il serait nécessaire d'organiser une nouvelle concertation préalable.

« Ouvrir le débat au plus grand nombre ».

Etienne Ballan, garant de la concertation

Ce débat prévoit que « toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement », expliquent les 3 garants du débat nommés par la CNDP.

Pour cela, des rencontres de proximité, des réunions publiques, des visites du site, des réunions dédiées aux acteurs économiques, des forums et des tables-rondes auront lieu jusqu'au 9 avril. [Un site dédié](#) recense le détail de ces différents rendez-vous proposés notamment dans les communes de Pierrelatte, Montélimar, Bollène, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Bourg-Saint-Andéol, Valence, Lyon et Orange. C'est d'ailleurs dans la cité des princes que se déroulera le 4 avril la réunion publique de synthèse de la concertation.

« Nous avons la volonté de permettre au grand public de participer à ce débat public en évoquant tous les sujets », insiste Etienne Ballan, garant de la concertation.

Ecrit par le 31 janvier 2026



De gauche à droite : Denis Cuvillier, garant de la CNDP, François Lurin, directeur du site Orano de Tricastin, Christophe Mei, chef de projet chez Orano, et Frédéric Bernasconi, directeur du programme au sein d'Orano..

La guerre en Ukraine a tout changé

A ce jour, l'usine GBII dispose déjà de 2 unités en fonctionnement permettant l'enrichissement d'uranium par un procédé de centrifugation intervenant dans la fabrication de combustible destiné aux centrales nucléaires. Le site, mis en service progressivement entre 2011 et 2016, est composé de 8 modules pour l'unité Sud et 6 modules pour l'unité Nord. L'uranium enrichi produit par l'usine, à usage exclusivement civil, permet d'alimenter l'équivalent de la consommation électrique annuelle de 90 millions de foyers.

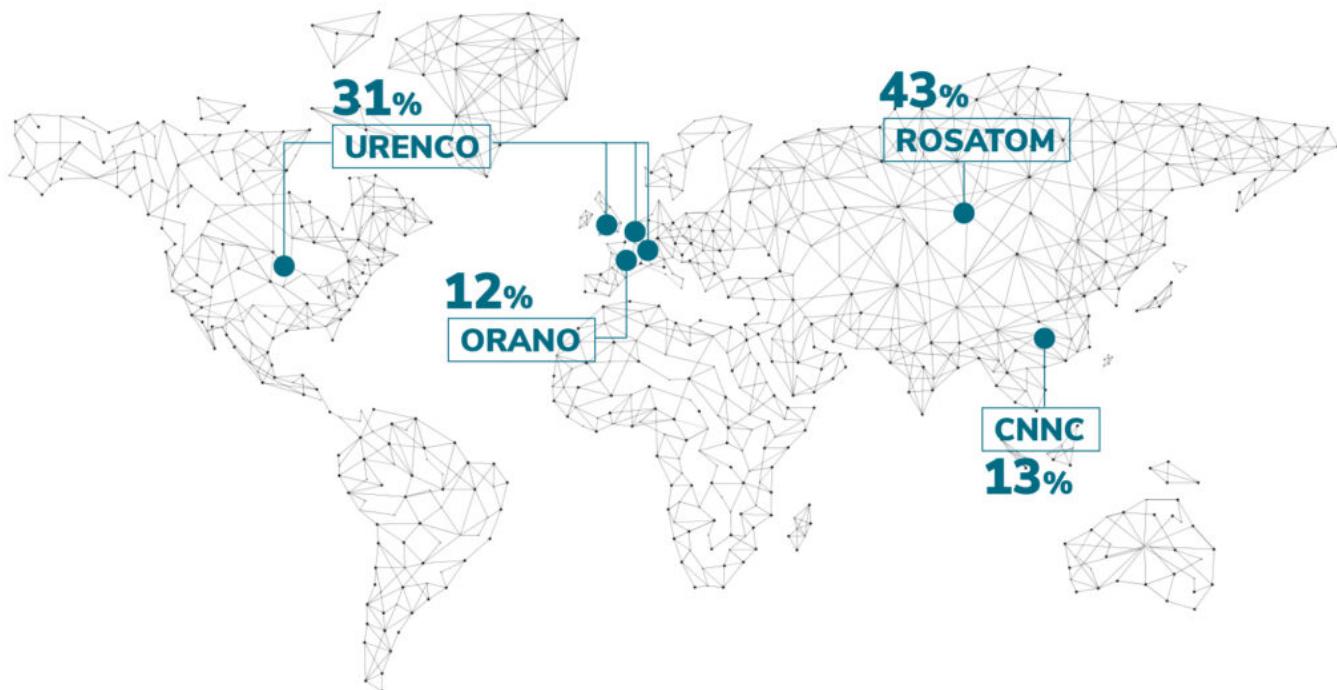
De quoi faire d'Orano (12%) l'un des quatre groupes à maîtriser cette technologie avec le russe Rosatom (43%), les anglo-germano-néerlandais d'Urenco (31%) et les Chinois de CNNC (13%), soit 99% de la production mondiale.

« Cette augmentation vise à contribuer à la souveraineté énergétique occidentale. »

Seulement, si cette production était suffisante jusqu'alors dans le marché mondial, la guerre en Ukraine a rebattu les cartes et les pays occidentaux se sont rendus compte de leur dépendance à la Russie. En effet, Rosatom est très présent sur le marché occidental. Les importations russes représentent en

Ecrit par le 31 janvier 2026

moyenne aujourd'hui 30% des besoins occidentaux de production d'uranium enrichi dont 28% aux Etats-Unis et 31% en Europe.



A ce jour, le russe Rosatom dispose de 43% de la capacité d'enrichissement de l'uranium dans le monde. Ses importations représentent 30% des besoins occidentaux dont 28% aux Etats-Unis, et 31% en Europe. Une dépendance à laquelle les pays occidentaux veulent désormais mettre fin en raison de la guerre en Ukraine.

Pour mettre fin à cette dépendance énergétique, l'Europe et les Etats-Unis veulent reprendre la main sur ce marché sans pour faire autant appel à la Chine qui, de toute façon, exporte très peu pour se consacrer à son marché domestique.

L'usine GBII ne s'arrête jamais et tourne à plein régime

« Dans le contexte géopolitique actuel, cette augmentation vise à contribuer à la souveraineté énergétique occidentale, en se substituant à l'approvisionnement russe et à anticiper une situation de pénurie potentielle », explique François Lurin, directeur du site Orano-Tricastin.

Aujourd'hui, GBII tourne à plein régime, 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Orano ne dispose donc plus d'une capacité de production supplémentaire. D'où la volonté du groupe hexagonal d'étendre son site actuel afin de disposer de quatre modules supplémentaires, identiques aux quatorze déjà existants, afin d'atteindre la capacité initiale prévue dans les années 2000.

Ecrit par le 31 janvier 2026



GBII tourne actuellement à plein régime, ne permettant plus de hausse de sa production.

Le projet n'est pas figé

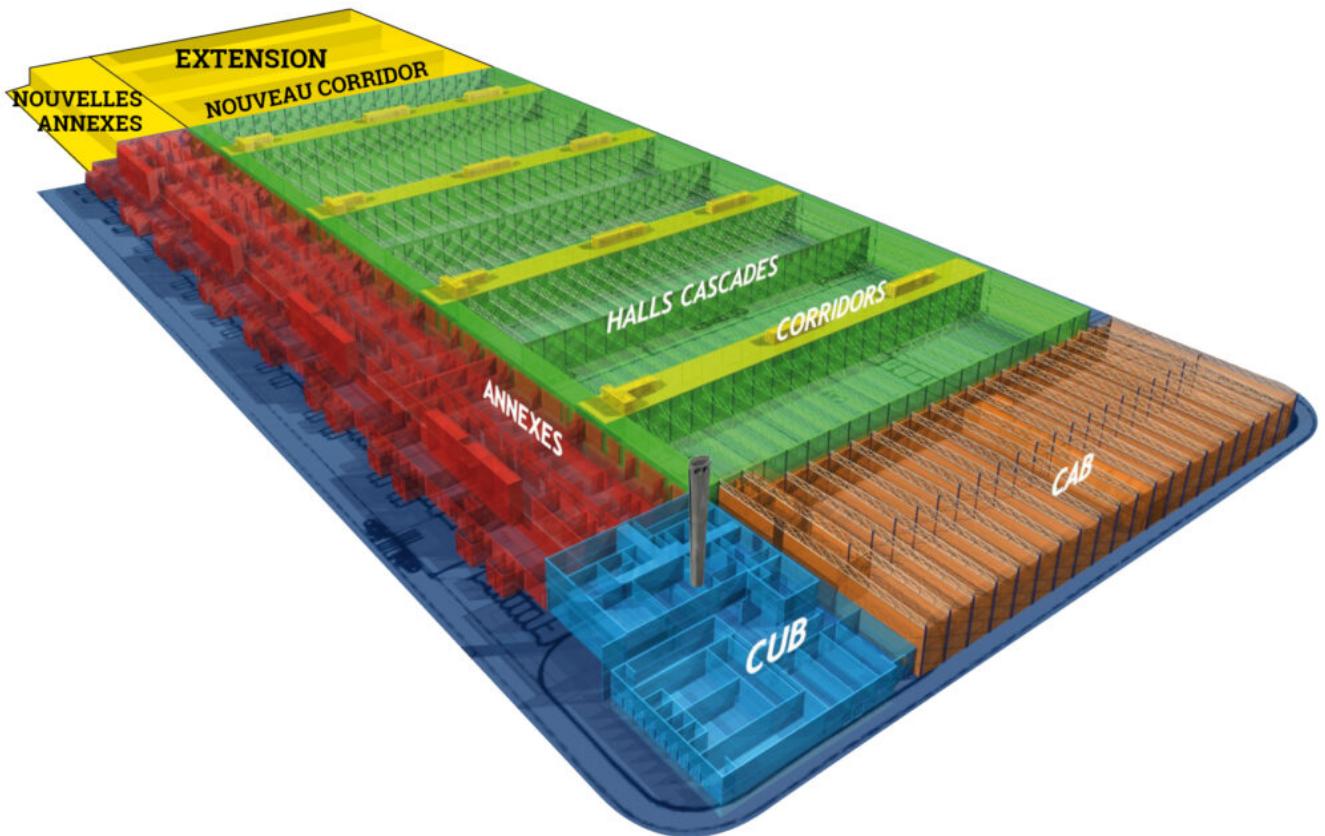
Pour autant, si Orano affiche sa volonté d'obtenir l'autorisation d'avoir la possibilité d'augmenter ses capacités de production, le groupe français attend également que ses éventuels clients se positionnent avant de lancer une éventuelle extension de GBII.

« Nous avons des contacts, notamment avec des électriciens américains » reconnaît François Lurin, directeur du site Orano à Tricastin, plutôt optimiste quant à leur finalisation.

« Le projet n'est pas arrêté, poursuit le directeur. Il peut être dimensionné ou ajusté afin de correspondre aux recommandations de la CNDP. »

En effet, à l'issue de la concertation, le projet d'extension de GBII peut être suspendu, abandonné, ou poursuivi, avec des modifications éventuelles. S'il est poursuivi, le projet devra faire l'objet d'une demande de modification du Décret d'autorisation de création (Dac), soumise ensuite à enquête publique. Cette dernière devant être nourrie des échanges avec le public et des contributions recueillies lors de la concertation.

Ecrit par le 31 janvier 2026



En jaune, le projet d'extension de l'usine actuelle de GBII mise en service depuis 2011.

Un plan B aux Etats-Unis ?

« Les questions abordées concernent ainsi les déchets, la sécurité, avec la proximité de la centrale EDF, que se passera-t-il si le projet ne se réalise pas ?, faut-il le faire ici et sinon pourquoi ailleurs ?, détaille Etienne Ballan. Il s'agit d'un projet mondial où il faut éviter la confusion des sujets. »

« Nous souhaitons étendre prioritairement le site déjà existant de GBII qui a été prévu pour cela, rappelle François Lurin. Cependant si le marché le nécessite et que nous n'obtenons pas l'autorisation de nous agrandir ici, nous pouvons éventuellement le faire aux Etats-Unis où nous avions déjà travaillé à l'implantation d'une usine de production de ce type. »

Cependant, pour Orano l'investissement, compris entre 1,3 et 1,7 milliards d'euros pour l'extension de GBII, sera très certainement supérieur car le site américain ne bénéficiera pas des synergies avec l'usine actuelle sur Tricastin.

« Les premières réactions, notamment celle du monde économique, sont assez favorable, complète Denis Cuvillier, garant de la concertation. A l'inverse, les associations environnementales mettent en avant l'opacité du projet ainsi que les éventuels dangers liés à la concentration sur Tricastin. Nous constatons également que le grand public affiche plutôt une grande méconnaissance du projet et que les attentes concernent surtout une information sur l'activité passée, présente et futur du site. »

Ecrit par le 31 janvier 2026



C'est sur ce terrain, où 3 000 plots antisismiques ont déjà injectés dans le sol en prévision d'un agrandissement qu'Orano souhaite réaliser son extension de 20 000m2. © Crespeau

Mise en service attendue mi-2028

Si le calendrier est respecté, les premiers coups de pioche sont attendus pour le 1^{er} septembre 2024. Près de 5 000 camions-toupies seront alors ensuite nécessaire pour acheminer le béton destiné à la construction de cette extension de 20 000m² où 3 000 plots antisismiques ont déjà injectés dans le sol en prévision de cet agrandissement. Entre 400 et 600 personnes interviendront en moyenne quotidiennement sur ce chantier. Ils seront même jusqu'à 1 000 à travailler en période de pointe. Des travaux hors normes qui vont également nécessiter la pose de près de 200km de tuyaux et de câbles. L'ensemble devrait être mis en service mi-2028. L'extension devant ensuite atteindre sa pleine capacité de production courant 2030. Une cinquantaine de personnes supplémentaires devrait être nécessaire pour faire fonctionner les nouvelles centrifugeuses sur ce site employant 350 salariés actuellement.

[Participer ici à la concertation préalable sur le projet d'extension de l'usine d'enrichissement d'uranium GBII à Tricastin](#)